



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 2 MAI 2017

www.etudes-fiscales-internationales.com/
[pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite](#)

**Un homme politique considère la prochaine élection !
Un homme d'état considère la prochaine génération !
(Winston Churchill)**

[Les lettres fiscales d'EFI Pour lire les tribunes antérieures cliquer](#)

La LETTRE EFI du 8 MAI

Pour placer dans votre dossier 'les lettres d'EFI' sur votre bureau

**Vers quelle réforme de l'ISF ???
D'abord l'intérêt économique et social**

[Une analyse d'étape sur l'ISF par WIKI](#)

L'ISF est certes pour un grand nombre un impôt politiquement correct, mais en fait une imposition de plus de plus en plus économiquement contreproductive
Quel est le fondement économique qui interdit à nos impatriés d'investir en France soit directement soit indirectement dans des actions de sociétés françaises ?
Pour quelles raisons économiques Jean Paul Marin impatrié du Brexit doit il conserver sa jeune fortune à l'étranger gérée en Offshore et déclarée bien sur ??
Quel est l'impact économique et social de l'investissement –souvent spéculatif- dans des objets d'art ou de collection ??? Quel est donc l'intérêt économique pour la France de l'achat d'un Picasso par un trust - déclaré bien sur - à Vaduz ??
Quelles sont les incidences budgétaires des mitages de plus en plus nombreux légaux ou jurisprudentiels ???
Et l'indispensable plafonnement n'a-t-il pas un effet pervers en surimposant tant en valeur absolue que relative les patrimoines moyens par rapport aux gros patrimoines
Raymond Barre avait il donc raison en proposant des solutions économiquement incitatives et sans être administrativement chronophages et ce dans le cadre de la OSTA (organisation scientifique du travail administratif)

[Inédit le rapport Raymond Barre sur l'ISE](#)

"le risque existerait d'autre part que, dans la difficile conjoncture actuelle, l'activité de la construction, le progrès de l'agriculture, les coûts de production des entreprises industrielles, artisanales et commerciales, le développement du

marché financier, soient affectés par les contrecoups financiers et psychologiques de l'existence d'un tel impôt

de la fiscalité comparée en ligne par pwc

[Worldwide Tax Summaries Online](#)

[Corporate and individual taxes in over 150 countries worldwide](#)

[LES STATS de la DGFIP DE 2014](#)

Ces documents, peu connus, sont un fantastique outil d'analyse politico fiscale d'une partie (30%) de nos prélèvements obligatoires et peuvent préfigurer des réformes techniques envisageables

[Le Haut Conseil des finances publiques](#)

[Avis n°2017-1 relatif aux prévisions macroéconomiques associées au programme de stabilité pour les années 2017 à 2020](#)

[L'évaluation des recettes fiscales d'état pour 2017](#)

Leur montant 300 MME soit 15% du PIB versus 500 MME pour les PO Sociaux

[Les résultats du contrôle fiscal de 2007 à 2015](#)

[\(source le bleu parlementaire\)](#)

Les responsabilités du conseil fiscal un projet de directive en juin	2
Documents volés : un espion fiscal suisse en prison.....	3
<i>SUISSE assistance administrative sur la base de données volées:oui et non (maj)</i>	3
TRACFIN : les règles anti blanchiment	3
TRACFIN : la surveillance renforcée de la Personne politiquement exposée	3
Sur l'opposition à contrôle fiscal CE 28 avril 2017 BBC Ltd.....	4
Que se passe t il donc à la Direction des enquêtes douanières ?????.....	4
Faut-il taxer les robots ? par Xavier Oberson avocat à Genève	4
Imposition en France des sociétés étrangères mettant gratuitement un immeuble à la disposition d'un associé	5
Territorialité des charges sociales en cas de détachement !!! (CJUE 27/04/17).....	5
Une filiale étrangère peut elle être qualifiée d'établissement stable en France ??cliquez	6

[Les responsabilités du conseil fiscal](#)
[un projet de directive en juin](#) cliquez

Mise à jour MAI 2017

L'exécutif européen a annoncé jeudi 4 mai la présentation en juin de règles poussant à davantage de transparence les conseillers fiscaux, avocats, banques, vendant des "mécanismes d'optimisation fiscale" à de riches particuliers ou des multinationales. [cliquez](#)

Responsabilité pénales des entreprises
vers un ciblage individuel des véritables responsables

La commission va-t-elle suivre la piste formalisée par l'ancienne numéro 2 du [département de la Justice des États-Unis \(DoJ\), Sally Yates](#), dans une instruction de 2015 sont l'objectif est de cibler le ou les véritables responsables de l'infraction afin de ne pas mettre en péril la totalité de l'entreprise en subissant le "chantage à l'emploi !!!!

Individual Accountability for Corporate Wrongdoing 9 september 2015

Note EFI il s'agit d'une nouvelle mais classique approche de la responsabilité pénale dont l'objectif est double ; rechercher le ou les véritables décideurs et surtout ne pas mettre en péril l'ensemble de l'entreprise et de ses employés. Cette approche **semble** déjà en fait utilisée en France par le PNF et ce sans trompettes ni tambours

[Lire la suite](#)

Documents volés : un espion fiscal suisse en prison

[Un espion fiscal suisse arrêté le 29 avril 2017 en Allemagne](#)

[vers un incident diplomatique \(source RTS\)](#)

[James Bond suisse à Francfort: la saga qui embarrasse](#)

Un Suisse arrêté à Francfort la semaine dernière aurait travaillé depuis 2012 pour le Service de renseignement de la Confédération. Il enquêtait sur les procédures de lutte contre l'évasion fiscale et l'achat de CD volés

Le gouvernement régional de Düsseldorf a acheté 11 CD de données bancaires volées depuis 2010, pour un coût total de 18 millions d'euros. 120 000 fraudeurs du fisc allemand se sont dénoncés dans la foulée pour échapper aux poursuites. Le fisc allemand a pu récupérer ainsi 7 milliards d'euros d'arriérés fiscaux et de pénalités, dont 2,4 milliards pour le Land.

SUISSE assistance administrative sur la base de données volées:oui et non (maj)

NON à l'assistance administrative sur la base de données volées en suisse
OUI à l'assistance administrative sur la base de données volées à l'étranger

Perquisition fiscale fondée sur documents vendus au fisc (CEDH 06/10/16) ..

Reviement de JP /

Des pièces jugées illégales ne peuvent pas servir de preuves

CE 15 Avril 2015

[Lire la suite](#)

TRACFIN : les règles anti blanchiment

Mise à jour mai 2017

[Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme](#)

par la [Chambre Nationale des Conseils en Gestion de Patrimoine](#)

EFI diffuse une synthèse complète et précise avec des liens sur de la réglementation anti blanchiment préparée par la [Chambre Nationale des Conseils en Gestion de Patrimoine](#) pour ses adhérents [Cliquez](#)

TRACFIN : la surveillance renforcée de la Personne politiquement exposée
non résidente (cf ord FILLON) °et – ce qui est nouveau - résidente (ord Valls) en France

[Lire la suite](#)

Sur l'opposition à contrôle fiscal CE 28 avril 2017 BBC Ltd

Par une décision en date du 28 avril 2017, le Conseil donne un exemple de situation d'opposition à contrôle fiscal, dans une hypothèse où les rendez-vous proposés au représentant de la contribuable étaient rapprochés dans le temps et regroupés durant une période au cours de laquelle ledit représentant se présentait comme indisponible:

Le conseil annule l'arrêt CAA de Versailles, 7ème Chambre, 17/12/2015, 13VE00372,

[Article L74 du LPF](#)

[BOFIP Évaluation d'office en cas d'opposition à contrôle fiscal](#)

Cette question est de plus en plus évoquée notamment dans le cas d'établissement stable en France de société étrangère

[Conseil d'État N° 396905 10ème chambre 28 avril 2017](#)

Que se passe t il donc à la Direction des enquêtes douanières ?????

Mise à jour 4 mai 2017

[La douane décapite son service national d'enquêtes](#)

3 mai 2017 par [Karl Laske](#) de Mediapart

Rodolphe Gintz (X,Ponts et eaux et forêts) est nommé directeur général des douanes et des droits indirects [cliquez](#)

[Depuis avril 2015, Rodolphe Gintz était le conseiller finances et comptes publics de François Hollande.](#)

[La douane expliquée aux lycéens par Rodolphe Gintz - YouTube](#)

Faut-il taxer les robots ? par Xavier Oberson avocat à Genève

Rediffusion

Vers une nouvelle assiette fiscale !

Je bloque la position iconoclaste et sans tabou mais de bon sens – du moins pour un grand nombre- du célèbre avocat Xavier Oberson qui n'est ni un kmer ni un libertaire

[Il n'y a ni richesse ni force que d'hommes »Jean Bodin](#)

Les robots remplacent progressivement certaines activités humaines dans les secteurs des services et de l'industrie.

[Emploi : la terrible prédiction de la Banque mondiale](#) par [Raphael Bloch](#) *

L'automatisation pourrait faire disparaître près de 70 % des emplois dans les pays en voie de développement, selon le directeur de l'institution. [cliquez](#)

[Une étude alerte sur l'impact de la robotisation sur l'emploi](#) par [Anais Moutot](#)

Aux Etats-Unis, l'introduction d'un robot pour 1.000 salariés détruit 5 à 6 emplois, selon une étude de chercheurs du MIT et de la Boston University. [cliquez](#)

Ceci n'est pas sans impact sur le marché de l'emploi mais aussi sur les recettes fiscales et de sécurité sociale qui y sont associées.

Imposition en France des sociétés étrangères mettant gratuitement un immeuble à la disposition d'un associé

Nos cours continuent à rappeler que les sociétés étrangères possédant des immeubles en France mis à la disposition des associés sont imposables à l'impôt sur les sociétés et ce de la même façon que le sont les sociétés de droit français

Notre Nimbus continue à sévir alors que le législateur a prévu deux dispositions légales pour pallier légalement cette imposition tant en France qu'à l'étranger mais ces dispositions ne sont ni connues ni appliquées par nos investisseurs non résidents

L'arrêt père de la jurisprudence

Conseil d'Etat, 9 / 8 SSR, du 5 mars 1997, 80362, la Perdrix Rouge

MISE A JOUR

CAA de MARSEILLE, 3ème chambre 02/02/2017, 16MA02619, Inédit au recueil

La gestion d'un patrimoine immobilier peut constituer une opération à caractère lucratif au sens du 1. de l'article 206 du CGI, même si elle n'a pas de caractère commercial.,, Une société de droit étranger, même si elle ne peut être assimilée à raison de sa forme à une société passible de l'impôt sur les sociétés en France, est soumise à l'impôt sur les sociétés, dès lors que son seul objet, qui consiste à attribuer la jouissance d'un immeuble à titre gratuit à un associé dans le seul intérêt privé de celui-ci, présente un caractère lucratif au sens des dispositions du 1. de l'article 206 du CGI.,,[RJ1].

Rappel Pour nos CAA une US LLC était une société de personne et non une société commerciale donc non imposable à l'Is MAIS Le CE a annulé cette interprétation

A US LLC est elle une société de capitaux ou une société de personnes (CE 27/06/16)

La forme sociale de la société n'est pas un critère de non commercialité

Conseil d'État, 9ème chambre jugeant seule, 27/06/2016, 386842, Inédit au recueil Lebon

[Lire la suite](#)

Territorialité des charges sociales en cas de détachement !!!

(CJUE 27/04/17)

Vers un nouveau détricotage budgétaire ??

Cet arrêt autocensuré en France sauf par de courageux journalistes peut avoir des conséquences politico budgétaires considérables en détricotant un peu plus nos recettes sociales

Travailleurs détachés : la lutte contre les abus rendue plus difficile

Par Jean-Baptiste Chastand et Bertrand Bissuel

Travailleurs détachés : « Ne pas laisser s'installer une concurrence déloyale »

par Céline Schoen, la croix

« Le système des travailleurs détachés a dérapé »

Détachement temporaire de salariés par une entreprise étrangère

source premier ministre

Dans un arrêt de plénière du 6 novembre 2015, la cour de cassation avait posé la question la CJUE

Cour de cassation, Assemblée plénière, 6 novembre 2015, 13-25.467, Publié au bulletin

Quel est l'Etat d'imposition aux charges sociales des travailleurs détachés

Soit l'état du lieu du travail, soit l'état de signature du contrat

Règlement (CE) n° 118/97 du Conseil du 2 décembre 1996 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté

Dans un arrêt du **27 avril** ; la CJUE a jugé que le **principe** du lieu d'imposition aux charges sociales était l'état de signature du contrat

[C-620/15 arrêt 27/04/2017](#) [A-Rosa Flussschiff](#)

[C-620/15 Conclusions 12/01/2017](#) [A-Rosa Flussschiff](#)

Les faits

[Lire la suite](#)

Une filiale étrangère peut elle être qualifiée d'établissement stable en France

[??](#)cliquez

Le § 7 de l'article 5 du modèle OCDE précise que le fait qu'une société résidente d'un Etat contrôle ou est contrôlée par une société résidente de l'autre Etat (ou qui y exerce son activité) n'est pas en lui-même suffisant pour faire de l'une d'entre elles un établissement stable de l'autre.

Le principe de la territorialité de l'IS : une exception française ?
par Bastien LIGNEREUX. Maître des requêtes au Conseil d'Etat

Retraite et domicile fiscal CAA Bordeaux - 11 avril 2017

- NOTE EFI Cette jurisprudence attendue par certains et redoutée pour d'autres remet en cause certaines pratiques simplistes préconisées par nos fidèles élèves de notre Tournesol..

[Lire la suite](#)

Précis de fiscalité DGFIP 2017

Accès au CGI et au LPF sur Légifrance

Accès à la Brochure pratique 2017
(déclaration des revenus 2016)

Accès à la Brochure pratique Impôts locaux 2016

le bilan de la France au 31.12.15.PDF

Ocde les prélèvements obligatoires

[Transférer cet e-mail à un ami](#) [Désinscription / Changer d'adresse e-mail](#)

Patrick Michaud avocat Paris, ancien inspecteur des finances publiques

www.etudesfiscalesinternationales.com

24 rue de Madrid 75008 tel 0033143878891 fax 00331 43876065